

Vidéosurveillance et mutualisation : T. Hory « attend avec impatience »

La Ville de Metz propose aux communes de la métropole d'adhérer au futur centre de supervision urbain, d'ici la fin de l'année. Une mise en commun de moyens humains pour regarder en direct les images de vidéosurveillance, qui est impossible aujourd'hui financièrement pour les communes. Thierry Hory est partant.

La Ville de Metz va développer son centre supervision urbain pour suivre en direct le futur millier de caméras qu'elle déploiera sur son ban. Pour optimiser les écrans et les agents, elle propose aussi aux communes de la métropole d'être associées au futur centre de supervision urbain, d'ici la fin de l'année. Les deux-tiers des communes de la métropole ont fait connaître leurs intérêts. Marly en fait partie, selon le maire, Thierry Hory.

Quel est l'intérêt, selon vous, de participer à ce centre ?

Thierry HORY, maire de Marly : « Nos caméras enregistrent. On peut visionner les images après coup. Cela a permis d'identifier des au-

teurs, notamment dans l'enquête de l'incendie du centre socioculturel. Nous avons réfléchi à mettre des agents en permanence derrière des écrans, mais cela a un coût prohibitif. On nous propose une mise en commun de moyens : on s'engouffre. Car c'est un vrai plus. Si un fait est repéré, on pourra envoyer immédiatement une patrouille. Aujourd'hui, les malfrats locaux savent où sont situées les caméras. Dans le cas de vols perpétrés par une équipe qui ne serait pas du secteur, il faut l'interpeller tout de suite, puisque les plaques des voitures sont souvent volées. Le but est d'avoir un maillage sur un territoire vaste. Les policiers municipaux ne peuvent pas sortir de Marly. Le centre permettrait une liaison entre les polices de manière plus efficace. »

De combien de caméras dispose la Ville ?

« Nous en avons une vingtaine, dont deux caméras mobiles. Nous pouvons les installer sur un lampadaire et les déplacer en fonction des besoins. C'est une particularité très intéressante. »



Les agents visionneront en direct les images des communes volontaires. « Le centre permettra une liaison entre les polices pour intervenir de manière plus efficace », selon Thierry Hory. Photo Archives RL/Gilles WIRTZ

Metz propose aussi de louer des caméras supplémentaires aux autres communes. Est-ce que vous envisagez d'augmenter leur nombre ? Combien cette mutualisation va coûter à la Ville ?

« Il y a encore des endroits à couvrir, mais se posera la

question financière, notamment sur les coûts de raccordement.

Pour l'instant, cela doit encore être affiné, nous aurons une réunion de calage avant l'été. On attend avec impatience, on verra si on peut casser notre tirelire. »

Se pose toujours la question des libertés individuelles...

« À Marly, je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui m'ait dit qu'il n'était pas d'accord avec les caméras publiques. Les Marliens les voient comme une protection. »

Propos recueillis par L. L.